

Les élèves étrangers au cœur de la question pédagogique

Emergence d'une nouvelle « catégorie-problème »



Parmi les transformations qu'a connues l'école genevoise depuis ces quarante dernières années, beaucoup considèrent la forte présence d'élèves étrangers comme étant un phénomène récent d'importance :

« C'est clair que la diversité culturelle nouvelle des élèves a amené les enseignants à changer leurs pratiques. Un peu à tous les niveaux parce que tu ne peux plus du tout enseigner de la même façon » (enseignante, 34 ans de métier).

Cette enseignante, aujourd'hui à la retraite, considère que son métier s'est complexifié durant son mandat, notamment en raison de l'arrivée d'un grand nombre d'élèves étrangers :

« C'est plus difficile surtout pour les vieux (enseignants). Les jeunes, ceux qui n'ont pas connu comment c'était avant, et bien voilà, ils démarrent avec ces difficultés... ».

La multiculturalité des classes: un phénomène moins récent qu'il n'en a l'air

Il est intéressant de revisiter les statistiques, vieilles d'une quarantaine d'années, pour se rendre compte du fait que les élèves d'origine étrangère – alors souvent nommés « enfants de travailleurs étrangers » – étaient déjà très présents

dans les classes de l'enseignement primaire.

Ainsi, selon les données du SRED¹, nous pouvons comptabiliser à 34,8 % le taux d'élèves étrangers à Genève en 1969 et à 42,6 % en 1974. Ces pourcentages sont par conséquent assez proches du taux de 38,9 % comptabilisé pour l'année 2006.

Ce nombre élevé d'élèves étrangers dans certaines écoles est mis en évidence, au début des années septante, dans des articles de la Tribune de Genève. Pour exemple, le 7 mars 1970, on peut lire à propos d'une école argovienne : « Près de la moitié sont des Suisses, l'autre moitié est formée d'une vingtaine de nationalités » (p. 13)². Dans les années septante, il est aussi fait mention de la présence d'un nombre élevé de nationalités représentées dans des classes d'accueil du CEPIA³ à Genève : « En 1978-1979, les 13 classes d'accueil ont compté en tout 190 élèves représentant 42 nationalités » (p. 11)⁴.

Constitution collective d'une « catégorie-problème »: entre action militante, politique, institutionnelle et médiatique

Tout se passe donc comme si – plus que le nombre d'élèves étrangers – ce serait plutôt les manières

res de concevoir ces derniers et leurs difficultés qui seraient devenues un réel vecteur de changement. De fait, les réponses engagées ne sont pas le simple reflet d'une situation « objective ». Elles découlent tout à la fois d'une construction savante des réalités qui a vu le jour par la constitution d'un réseau d'acteurs (concertés ou non) ayant participé à un travail de mise en forme du problème et à l'institutionnalisation de solutions à apporter.

À travers nos recherches qui s'étendent des années soixante à nos jours, nous avons tenté de cerner cette construction collective autour de l'élève étranger en analysant les discours et les pratiques de différentes catégories d'acteurs⁵. Ces acteurs; militants, juristes, politiciens, pédagogues, institution, enseignants ont tous participé à la mise en évidence de cette population, voulant mettre en avant les aspects positifs ou les difficultés de ces élèves. Le Centre de Contact Suisses-Immigrés a développé son action militante dans l'optique d'une reconnaissance de l'enfant de travailleur migrant par l'école. Il a milité pour une école qui valorise les cultures et les langues des élèves et contre toute forme de ségrégation envers les enfants d'immigrés. Des instances supranationales (telle que l'Unesco), nationales (telle que la CDIP) ou cantonales (tel que le DIP) ont consacré juridiquement la cause du respect des différences par des lois, des recommandations ou des directives. L'élève étranger est devenu une nouvelle « catégorie-problème » dans les discours politiques, tout comme il s'est trouvé au cœur des nouvelles réflexions pédagogiques et est devenu une population-cible d'intervention pour le Département de l'Instruction publique qui a créé différentes structures pour cette population. L'élève étranger est ainsi devenu une catégorie de pensée et d'action publique.

L'influence des médias sur la problématisation des étrangers est bien sûr à relever. Bonnafous (1991, cité par Noiriél, 2007, p. 606) fait état d'un renversement complet de perspective dans les discours tenus par la presse française au sujet de l'immigration, à partir des années 1980. Le discours journalistique, qui était centré au départ sur les conditions de vie et de travail des immigrés, se serait ainsi déplacé pour se focaliser sur leurs « problèmes d'intégration ». L'analyse longitudinale des discours politiques témoigne très clairement de l'avènement d'une telle problématisation⁶. Ainsi, dans les Mémoires du Grand Conseil genevois des années 1960-1980, les termes utilisés pour définir l'élève étranger se rapportaient au statut de travailleur ouvrier ou migrant du père et les mesures prises pour l'intégration de ces élèves visaient essentiellement à pallier leurs difficultés linguistiques. Dans les Mémoires des années 2000-2005, il n'en est que rarement question. Les moyens mis en place pour favoriser une meilleure intégration de l'élève étranger sont principalement l'apprentissage du « vivre ensemble » et la mise en fonction de médiateurs culturels. Ainsi, il s'agit surtout de constater tant les difficultés

d'intégration de l'élève étranger que ses difficultés scolaires.

Des classes sociales à l'« ethnicité » : un changement de mode

Hutmacher (1994, p. 129) a mis en évidence le fait qu'aujourd'hui, la plupart des gens pensent que les élèves étrangers ont plus souvent des difficultés à l'école que les autochtones et que les enseignants donnent régulièrement pour « cause » l'origine étrangère des élèves. Il fait alors l'observation de l'évacuation des références explicites aux classes sociales des discours actuels et fait état de l'avènement d'un malaise des enseignants à se référer à ces dernières.

De même, tant au niveau des discours des pédagogues qu'au niveau des discours politiques, nous avons constaté une rupture quant au mode d'explication sur l'origine des difficultés scolaires. Ces acteurs qui utilisaient prioritairement la cause « sociale » ont été portés à privilégier la cause « ethnique », déplaçant par là même, le type d'action remédiateur à apporter.

Ainsi, selon Tissot (2007, p. 120), tant, il semblait évident dans les années septante de réfléchir les problématiques en termes de rapport de classes, tant aujourd'hui la lutte des classes s'est effacée de la scène des mobilisations. Les nouvelles luttes ne se situent plus à l'échelle de la société ou du système économique, ce sont des luttes sociales diversifiées qui cherchent à décrire une situation problématique, telle qu'ici l'échec scolaire, par des « cumuls de handicaps » dont l'origine culturelle est souvent mise en avant.

Genevière Mottet
Enseignante et doctorante

¹ Calculs effectués à partir des annuaires statistiques de l'éducation – Genève, DIP

² Robadey, B. (1970, 7 mars). « Un village suisse pas comme les autres (1) ». A Birr (Argovie), les étrangers sont plus nombreux que les Suisses (...), Tribune de Genève, p. 13

³ Centre d'enseignement professionnel pour l'industrie et l'artisanat

⁴ Duc, D. (1980, 24 mars). « Le Conseil d'Etat : on fait ce que l'on peut dans la mesure des ressources disponibles! », Tribune de Genève, p. 11

⁵ Mottet G. (2006, 2007)

⁶ Idem

Bibliographie

- Bonnafous, S. (1991). L'immigration prise aux mots. Les immigrés dans la presse au tournant des années quatre-vingt. Paris : Éditions Kimé.
- Hutmacher W. (1994). Enfants d'ouvriers ou enfants d'immigrés ? In Pluralité culturelle et éducation en Suisse. Être migrant II (sous la dir. de Poglià E., Perret-Clermont A.-N., Gretler A., Dasen P.). Peter Lang éd., 107-137.
- Mottet, G. (2007). Genèse d'une nouvelle sensibilité collective : la prise en compte des élèves d'origine étrangère à Genève des années 1960 à 2005. Les cahiers du CEDIC, 2.
- Mottet, G. (sous la dir. de Bolzman C., Perregaux C.) (2006). Construction sociale de l'élève d'origine étrangère comme objet de préoccupations. Analyse sociologique et historique des transformations du rapport social à l'altérité à Genève des années septante à nos jours. Rapport final de recherche FNS-DORE. Haute école de travail social. Genève, septembre 2006.
- Noiriél, G. (2007). Immigration, antisémitisme et racisme en France (XIXe – XXe siècle). Discours publics, humiliations privées. Paris : Fayard.
- Tissot, S. (2007). L'État et les quartiers. Genèse d'une catégorie d'action publique. Paris : Seuil.